

ÉCO-PAS-LOGIQUE

Yeah !
Faut k'ça
chauffe !



Pendant les vacances, la Russie a eu chaud. Un million d'hectares de forêt ont brûlé, soit 6 fois la surface de la Guadeloupe. Il y a eu 54 morts dans les incendies, et des milliers de victimes à cause des fumées toxiques.

Comme souvent, ce désastre n'a pas que des causes naturelles. Au cours des années passées, le dirigeant de la Russie Vladimir Poutine a licencié les 70 000 gardes forestiers du pays, pour n'en garder que 12 000, ce qui fait que les forêts russes ne sont plus surveillées, ni entretenues.

Radioactivité

En plus, les incendies ont touché des régions sensibles. Une partie des sols contaminés par Tchernobyl a brûlé, renvoyant dans les airs leurs poussières radioactives. Ailleurs, ce sont des centres nucléaires en fonctionnement qui ont été sérieusement menacés.

Dans les médias français, la Russie est passée une fois de plus comme un pays irresponsable, qui met en péril la santé de tous les Européens avec son nucléaire malpropre, alors que les atomes *made in France*, eux, ne se conduisent pas comme des sauvages.

Mais il faut savoir que la Russie sert de poubelle pour les déchets radioactifs de ses voisins. Environ 13 % des matières radioactives produites en France sont stockées en Russie, en plein air ! Cela fait 15 ans qu'EDF se débarrasse ainsi de 108 tonnes d'uranium appauvri chaque année.

C'est sûr, si on expédie les déchets ailleurs,

QUI SOMMES-NOUS ?

Le 21^e siècle commence par la guerre en Irak et en Afghanistan, par la famine et par la destruction accélérée de l'environnement.

L'avenir qu'on nous promet se limite à « choisir » entre le chômage, l'auto-destruction dans la drogue, l'engagement dans une de ces guerres qui ne sont pas les nôtres, ou pour les plus chanceux, le rôle de « bons petits soldats » au travail, soumis aux caprices de la bourse.

Les dirigeants de la planète parient sur notre indifférence. Il faut leur donner tort.

Ce journal est lancé à l'initiative de militants de l'organisation *Combat Ouvrier*, de sympathisants et de jeunes sans parti pour commencer à provoquer le débat, à faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles.

Ce journal est le tien !

Écris-le, lis-le, vends-le !

Contact : kontest@wanadoo.fr

06 90 73 48 93

le nucléaire français a l'air propre. Et si les résidus risquent d'envahir toute l'Europe sous forme de nuage radioactif, on pourra toujours dire que la police a trouvé sur eux des passeports russes.

Depuis tout s'est arrangé, Moscou a retrouvé ses températures habituelles, et on ne parle plus du désastre majeur qui a failli interrompre les vacances de Sarkozy. Jusqu'à la prochaine catastrophe pseudo-naturelle ?

Delphine

REBELLE !

N° 24 - 1^{er} septembre 2010

0,30 €

SOMMAIRE

Police à la Fac -
Jamaïque - Haïti
- Chlordécone -
CHU - Dengue -
Expulsions, etc.

NOU PA
DENG
NI ON BITEN
KI PA KA-Y !

LA FAC AUX ÉTUDIANTS... NON À LA POLICE!

Depuis le 12 avril dernier, la police – à qui la justice des exploiters confère tous les pouvoirs (voir plus ci-contre) – occupe le campus de Fouillole.

Une convention signée entre le président Saffache et le préfet Fabre autorise désormais les policiers en uniforme ET en civil (la Bac) à circuler, à mener des fouilles et des interpellations tant aux abords qu'à l'intérieur du campus. Bien entendu, comme pour les dizaines de caméras installées à notre insu, le président s'est bien gardé de demander l'avis des milliers d'étudiants et personnels sur cette convention... qui n'a toujours pas été rendue publique.

Un groupe de professeurs a demandé à voir cette fameuse convention. Un entretien avec le vice-président du pôle, M. Janky, a eu lieu le 14 mai, et des membres de *Rebelle!* s'y sont incrustés.

Liberté

Avant de nous présenter le protocole répressif, M. Janky a affirmé que la présence policière était indispensable à notre sécurité dans l'enceinte de Fouillole devenue un lieu à hauts risques avec des « délinquants » et même « des professeurs qui pourraient s'emporter et porter atteinte à leurs étudiants » selon ses termes. On croit rêver. D'après lui, les patrouilles de police n'auraient qu'un but préventif. Prévention en civil, cherchez l'erreur !

C'est une tradition mondiale : ni police ni armée ne rentre sur un campus, c'est un lieu de liberté. Même durant la période révolutionnaire de 1905 en Russie, la police de la dictature du Tsar ne viola pas cette tradition ! Quels sont les faits de violence sur le campus qui pourraient justifier sa violation en Guadeloupe ? On nous répond que l'administration n'a aucun recensement d'incidents, et que justement cette convention permettra préventivement d'améliorer la



sécurité des usagers.

Yo ka fouté pa mal di gèl an nou menm !

Chaque jour, nous retontrons dans des bâtiments en ruine, qui n'attendent que le prochain séisme pour nous ensevelir. De plus, cela fait des années qu'aucun exercice d'évacuation n'a été organisé. Et ces messieurs prétendent vouloir améliorer notre sécurité.

En réalité l'administration n'a que faire de la sécurité des usagers de la fac, cette convention a été signée dans l'unique but de la politique répressive du préfet sous les ordres de Sarko, suite aux 44 jours de grève générale.

À la fin de la rencontre, M. Janky a promis de suspendre l'accès de l'université à la police en civil, notamment au commando de la Bac. Affaire à suivre... À nous, étudiants, de faire en sorte que l'administration ne puisse plus se permettre de prendre ces décisions qui portent atteinte à notre liberté.

Raphaël

HAÏTI : ÉLÈKSYON, TOUJOU ON MENM CHANSON

Depuis le séisme en janvier dernier, peu de choses ont changé en Haïti.

On parle de reconstruction, mais vu le retard accumulé, on en a certainement pour des années encore. L'heure est actuellement à la préparation des élections présidentielles ! Cependant, le pouvoir confisque le véritable choix à la population haïtienne, en éliminant les candidats qui ne sont pas proches des dirigeants actuels. Ces élections représentent-elles vraiment une possibilité d'amélioration du sort des travailleurs et des paysans, du sort de la population pauvre ? Vont-elles permettre de rebâtir ce grand pays ?

Elèksyon ka fè yo fè on pakèt démagoji pou bouché zyé a pèpla.

Pouvoir

Les masses détiennent le réel pouvoir pour mettre un terme aux fléaux causés par ce système sans véritables règles, un système basé sur le profit des puissants qui ne représentent qu'une minorité, mais qui font souffrir une majorité. Un système capitaliste.

La population haïtienne a déjà montré sa force à plusieurs reprises, à travers toutes les luttes qu'elle a déjà menées. Ces luttes peu-



La queue non pour voter, mais pour de l'eau

vent servir d'exemple. Seul un *Liyannaj* international de masse peut régler les problèmes. Nous ne pouvons pas compter sur les États. La preuve, seuls 2 % de leurs promesses de dons sont arrivés ... alors que les dons des gens ordinaires, des pauvres et des travailleurs, ont montré partout dans le monde leur volonté d'aider Haïti.

Boby

DUBUS COKE ARRÊTÉ EN JAMAÏQUE

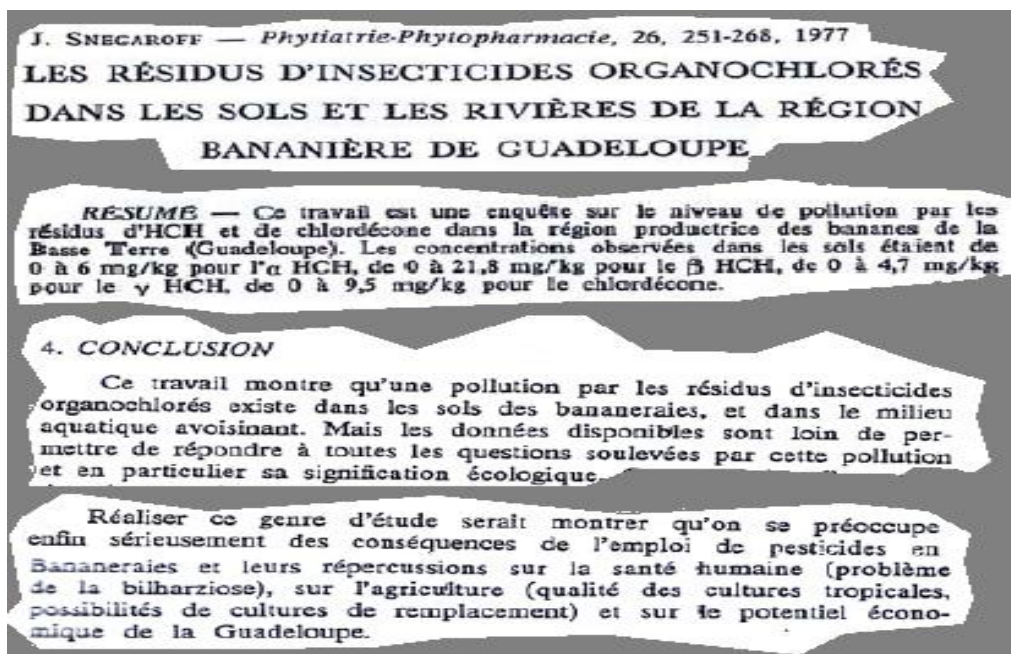
Dubus Coke, le gangster jamaïcain que les USA réclament depuis mai (voir *Rebelle!* n°23) a finalement été arrêté le 22 juin 2010 après que les assauts de la police contre le quartier de Tivoli Gardens à Kingston ont fait 73 morts : 73 morts – surtout des civils – pour une énorme hypocrisie. Les gangs armés qui régissent les quartiers de la capitale jamaïcaine sont en effet liés aux deux partis qui se partagent le pouvoir depuis 50 ans : le Jamaican Labour Party et le People's National Party. Ils se servent de ces gangs pour « tenir » la population par toute une série de petites faveurs et pour se garantir le

vote des habitants lors des élections. L'actuel premier ministre, Bruce Golding, est d'ailleurs membre du JLP, le parti qui s'appuyait jusqu'ici sur les « services » de Dubus Coke à Tivoli Gardens ! Grâce à cette arrestation, Golding peut faire l'innocent, les USA ont montré qui est le boss dans la région et Coke est à l'abri pendant quelques années (il a, en fait, négocié lui-même sa reddition auprès de l'ambassade américaine) ... Quant aux pauvres de Tivoli Gardens survivants de cette sinistre mascarade, ils vont continuer à vivre sous la coupe des gangs.

René

ACTES CRIMINELS

Les conséquences de l'utilisation de produits tels que le chlordécone et l'amiante sont connues depuis longtemps : ils sont toxiques pour l'organisme.



Extraits d'un rapport scientifique sur la pollution au chlordécone en Guadeloupe qui date... de 1977 ! Un an seulement après que le produit a été interdit aux USA !

De nombreuses personnes aux Antilles ont développé des cancers, notamment de la prostate, probablement à cause de l'exposition au chlordécone. Ce pesticide cancérigène a été utilisé dans les plantations de banane afin d'éliminer un insecte, le charançon de la banane. Aux États-Unis, le produit était interdit depuis 1976 ! Mais la France attend 1990 pour suivre l'exemple... et encore ! Elle accorde une dérogation aux Antilles jusqu'en 1993. Pourquoi ? Parce que les békés ne voulaient pas perdre l'investissement qu'ils avaient fait dans ce produit. Le fait qu'il ait été utilisé dans les plantations alors qu'on savait que c'est un poison est un acte criminel qu'on pourrait qualifier d'homicide... et il ne faut pas oublier que les sols

restent contaminés plus de 50 ans !

L'histoire de l'amiante en France – et donc aussi chez nous – est exactement la même : sa toxicité est connue depuis les années 1920, mais on a continué à utiliser le produit comme isolant dans les bâtiments afin de protéger les profits des industriels français de la filière (alors qu'en Allemagne, par exemple, l'amiante est interdit depuis la fin des années 1960).

Sé menm moun-la y ka mandé nou « pa fè violans, pa fè kolè », pa jen ka ézité pwan dé mwayen kriminel pou défann pwofi a yo ! Sonjé sa lè yo ké mandé nou respèkté yo !

MaxiM

Plan Sarko : Répression et déportation

Dans son discours du 30 juillet à Grenoble, il expose ses mesures xénophobes, discriminatoires et répressives à l'encontre des opprimés.

Il menace de retirer la nationalité française à toute personne d'origine étrangère qui aurait attaqué un flic, laissant ce plaisir au français de souche ! Sarko passe ainsi un cap : l'établissement d'une juridiction spécifique aux français d'origine étrangère.

Concernant les cowboys bleus, chaque année *Amnesty International* dénonce les cas de violences policières et d'usage excessif de la force en France. « *Le pays des droits de l'homme* » est régulièrement condamné par la Commission européenne des Droits de l'Homme pour les conditions de garde à vue et d'incarcération.

Sarko veut aussi la prison pour les parents de mineurs délinquants et l'application de l'arrêt des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire : de quoi alimenter le cercle vicieux de l'exclusion sociale.

Les Roms, présentés comme la source de l'insécurité, seront déportés. Besson se vante d'avoir expulsé 8 000 Roms depuis le 1^{er} janvier 2010, et Hortefeux organise le démantèlement de leurs camps « sauvages » selon ses termes.

Show

En réalité depuis quelques mois, sur fond de crise du système, Sarkozy plonge dans les sondages avec un gouvernement ébranlé par la réforme des retraites et le scandale Bettencourt-Woerth.

Dans la sarkocratie, quand les temps sont durs, il faut rapidement trouver un coupable et faire un show capable de détourner les travailleurs de leur lutte commune contre les attaques du gouvernement.

Raphaël

DENG, DENG, DENG !

En Guadeloupe, 36 000 cas de dengue ont été décelés, mais les autorités ont attendu le dernier moment avant d'intervenir.

Fin août, un plan de démoustication a été mis en place pour les écoles. Pour qu'il soit fini à temps, il faudrait traiter au minimum 20 écoles par jour : c'est du foutage de gueule. La dengue a déjà fait des morts, dont 5 en Guadeloupe et 14 en Martinique. De plus, les malades ne sont pas assez suivis. Pour le moment à part le paracétamol et le conseil de boire de l'eau, aucune solution n'a été trouvée. Un exemple : une petite fille de 8 ans est allée au CHU pour se faire soigner. Les médecins n'ont pas jugé bon de la garder. Elle est donc rentrée chez elle, et est morte en quelques jours.

Face à cette situation, on voit bien l'indifférence de l'État et son retard à régler les problèmes de la population. *Sa pa nowmal !*

Tishimbi

Elle a dit...

« *Nous n'avons pas peur d'être piquées. Marie-Luce et moi nous sommes aspergées de deux produits : un pour les vêtements, un pour le corps. Et nous renouvelons toutes les quatre heures.* ». Roselyne Bachelot, Ministre de la Santé.

À 4 € la bombe de répulsif, elle va en filer à la population ?

UN CENTRE INHOSPITALIER ?

Le mercredi 18 août, nous sommes allés au CHU de Pointe-à-Pitre. Des rumeurs laissaient entendre une situation grave : bâtiments pas aux normes, manque d'effectifs, etc. Mais ces rumeurs sont-elles fondées ?

En entrant aux urgences, nous sommes sidérés par le nombre de personnes qui attendent une prise en charge. Dès nos premiers pas, nous avons constaté que certaines parties du bâtiment étaient en mauvais état : planches manquantes au plafond, installations électriques visibles, murs à nu sans peinture, infiltrations...

Nous sommes alors partis en quête d'infos, cherchant une infirmière avec laquelle nous avons brièvement discuté auparavant. Nous rencontrons des malades garés dans leur lit le long d'un couloir... peut-être à défaut de chambres. Nous nous arrêtons dans un bureau où une femme quasiment apeurée nous répond : « allez voir la direction ! ». Ça commence bien... Plus loin nous rencontrons une autre infirmière selon laquelle « rien ne peut être écrit sur l'hôpital sans l'accord de la direction ». N'importe quoi !

Les infos sont là où il y a du personnel

Enfin nous rencontrons une jeune fille sympathique qui nous dit : « les bonnes informations se trouvent là où il y a du personnel, au premier étage ». Allions-nous voir des gens qui n'avaient pas peur de parler ?

Un jeune homme au guichet accepte de nous répondre mais... « moi je ne sais pas », dit-il. « Parce qu'il y a des choses que l'on peut dire et d'autres qu'on ne doit pas dire. Il faut aller au centre de communication ». Ce que nous refusons évidemment, toujours pour les mêmes raisons : nous voulons un récit sans mensonges rassurants.



En repartant, nous avons vu des écrits stipulant qu'un des deux ascenseurs était en panne, mais que cela devait durer environ deux mois, de mai à juin 2010. Nous sommes le 18 août 2010, 11h55... quasiment deux mois plus tard. Le second ascenseur ne devrait donc pas tarder à tomber en panne lui aussi, vu qu'il travaille deux fois plus pendant tout ce temps.

Nous avons enfin discuté avec une dame qui nous avoua qu'elle était contre le fait de dénoncer certaines choses haut et fort car cela risque de choquer la population : « il ne faut pas dire que le bâtiment peut s'écrouler à

tout moment, car cela repousserait les patients, alors qu'ils sont déjà souffrants ». Mais elle admit finalement qu'au contraire le fait de dénoncer les choses pourrait les arranger et même les changer, si les gens se mobilisent.

Après 10 minutes passées dans l'ascenseur chargé de monde nous quittons l'hôpital, convaincus qu'il existe de réels problèmes dans cet établissement !

MaxiM et Sony

UN RETARD COUPABLE

Tout le monde sait que le CHU est en piteux état et pourtant personne n'en parle concrètement. En Guadeloupe, où le risque d'un séisme majeur est fort, un tel scénario catastrophe aurait de terribles conséquences. Le CHU, vieux de 40 ans, ne résisterait pas. De plus, l'hôpital devrait être un lieu privilégié, donc dans les meilleures conditions possibles.

Des experts ont envoyé un communiqué au préfet Fabre sur cette situation désespérée. Voilà sa réponse : "Il n'y a pas d'argent et les chantiers sont multiples, de l'assainissement des eaux au traitement des déchets en passant par le risque sismique, le cyclone, le tsunami... L'État ne peut pas mettre des milliards dans un domaine et oublier les autres", explique-t-il en signalant que son bureau est vulnérable... Pas biro a-y pa o nowm, i pa fout fè on mède !

Priorités

Pour sauver des vies en reconstruisant l'hôpital il n'y a RIEN ! Mais pour les banques il y a des milliards ? Il suffit de regarder dans le même quartier pour comprendre leurs priorités : d'un côté de la rue un Hôtel de police quatre étoiles flambant neuf, de l'autre le CHU, 0 étoile, en ruine !

Une reconstruction a été promise pour 2018... en espérant que les tremblements de terre veuillent bien attendre que l'État se décide. Dans l'édition du 6 juin du *Journal du dimanche*, un travailleur déclare : « C'est un retard criminel, on sait qu'un tremblement de terre peut survenir d'une minute à l'autre. Le retard se paiera en milliers de vies. »

Il faut que la population se bouge et que l'on agisse ensemble pour obliger le gouvernement à reconstruire un nouvel hôpital le plus rapidement. Sachant que ce sont les plus pauvres, ceux qui n'ont pas les moyens de se payer des soins de luxe dans d'autres pays, qui en paieront les conséquences.

La Gwadeloup sé tan nou ? A low sovè lopital an nou !

Myrna et Sony